

À LA UNE

Lancé depuis octobre 2001 par l'Organisation mondiale du Commerce, le Cycle de négociation de Doha s'est conclu à Bali par la signature d'un accord encore limité, mais d'une très grande portée pour les pays à faible revenu. Il aura des conséquences sur leurs recettes fiscales et douanières et à ce titre il intéresse directement les ministères des finances et du plan.

En effet pour ces pays à l'économie largement ouverte, essentiellement fournisseurs de matières premières non-transformées et dont les finances dépendent en particulier des recettes douanières, cet accord touche trois points essentiels : le processus de négociation dans son ensemble, le système commercial mondial et l'amélioration de son fonctionnement, et le développement et la question cruciale de la sécurité alimentaire.

Tout d'abord, l'accord clôt la période dite « de l'engagement unique », qui voulait que tout, ou rien, ne soit conclu. Il ouvre la capacité à reprendre des négociations dossier par dossier et à engranger immédiatement les résultats propres à un domaine ou une catégorie de pays spécifiques.

L'accord porte par ailleurs sur la facilitation du commerce et l'amélioration des procédures de circulation des biens ; il prévoit une assistance technique aux pays en développement et l'amélioration de leurs capacités à connaître, suivre et réguler les flux les concernant, favorisant l'élaboration de stratégies économiques adaptées.

L'accord fixe enfin des règles pour la constitution et la gestion de stocks de sécurité alimentaire et autorise dans ce cadre la mise en place de subventions définies en fonction de paramètres permanents et négociables.

LE RÉSEAU EN ACTION

Réunion ministérielle, réseau des experts et missions d'assistance technique

L'engagement du réseau des pays francophones à faible revenu sur le plan politique et technique s'est à nouveau illustré lors de la dernière rencontre ministérielle tenue en marge des Assemblées annuelles des IBW. Les ministres ont renouvelé leurs positions sur les questions relatives au financement du développement - représentation des PFR au G20, allègement, viabilité et architecture de la dette - mais ils ont principalement porté leur attention sur les décisions du G8/G20 en matière de fiscalité internationale et leur impact potentiellement négatif sur le montant de leurs recettes fiscales. Ils [demandent](#) ainsi à être représentés officiellement et de façon permanente dans le processus décisionnel du G20 afin que leurs besoins soient pris en compte.

Missions pilotes d'assistance technique

La réunion des ministres a par ailleurs été l'occasion de consolider la mise en place du réseau des experts francophones des finances, officiellement lancé en avril 2013, et de discuter des thèmes qui seront abordés dans le cadre de l'appui offert par l'OIF à ce réseau. Concernant les missions d'appui à la définition de stratégies nationales de financement, deux pays, le Tchad et le Sénégal, ont manifesté leur souhait de bénéficier de cette assistance technique, dans le cadre du processus de construction, actualisation ou exécution de leur stratégie nationale de financement. Ils doivent confirmer leur intérêt en transmettant à l'OIF un projet de termes de références pour la réalisation des missions d'assistance technique au premier trimestre 2014.

Lancement d'une plateforme de communication pour le réseau

L'OIF lance un outil de communication et d'animation pour le réseau des experts francophones des finances. La plateforme Talkspirit qui vous est proposée vous permettra, sur le mode de la plupart des outils de réseau social, d'échanger, de lancer des idées et développer des projets, de travailler ensemble sur des thèmes spécifiques, de partager un agenda et des documents ou de mettre en évidence les contributions les plus importantes. 2014 sera une année d'apprentissage et de test de cette plateforme, au terme de laquelle nous déciderons de la conserver, ou bien d'en changer si elle ne vous convient pas.

Cet outil a été choisi pour sa disponibilité en français mais aussi pour sa simplicité d'utilisation. Tout apprentissage d'un nouvel outil nécessite néanmoins d'y consacrer du temps et quelques efforts : pour les plus familiers des outils de réseau social, elle sera intuitive et facile d'utilisation, mais les autres devront s'adapter à ce nouveau mode de communication et la maîtriser prendra plus de temps.

Vous recevrez prochainement un message vous invitant à vous connecter à la plateforme puis à la « communauté du réseau des experts francophones des finances ». Nous vous invitons à la manipuler sans réserve, à tester toutes ses fonctionnalités et surtout, à commencer à l'utiliser entre vous. Dans un premier temps, l'OIF et Debt relief international assureront son administration et son animation mais nous souhaitons que certains d'entre vous puissent prendre le relais et devenir bientôt administrateurs de la communauté.

Prochaine réunion du réseau

Le réseau se réunira à nouveau lors des Assemblées de printemps de la Banque mondiale et du Fond monétaire international prévues du 11 au 13 avril 2014 à Washington, DC.

Calendrier

Accéder au [calendrier](#) des moments-clés de l'année 2014 et des actions de plaidoyer du réseau.

ACTUALITÉ DES RENCONTRES ET DÉBATS INTERNATIONAUX

Accord bilatéral FATCA Etats-Unis/France contre l'évasion fiscale

Le 14 novembre 2014, les Etats-Unis et la France ont signé [l'accord bilatéral FATCA](#) - Foreign Account Tax Compliance Act - loi américaine *sur l'acquiescement des obligations fiscales relatives aux comptes à l'étranger*, qui permet aux Etats-Unis d'obtenir l'imposition de tous les comptes détenus à l'étranger par les personnes soumises à l'impôt aux Etats-Unis. Cet accord bilatéral confirme le développement de l'échange automatique d'informations entre les deux pays comme nouveau standard mondial pour lutter contre la fraude fiscale internationale. La France devient ainsi le 10^{ème} pays à rejoindre ce système après la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Allemagne, le Japon, le Mexique, la Norvège, l'Espagne et la Suisse.

Harmonisation des indicateurs de développement pour les investissements du secteur privé.

Un mémorandum pour promouvoir la coopération et améliorer l'impact des investissements du secteur privé sur le développement a été signé le 12 novembre 2013 par 12 membres des Institutions européennes de financement du développement (EDFI) et treize Institutions financières internationales (IFI). Ce protocole adopte l'harmonisation des indicateurs de résultats de développement (*IFIs Harmonized Development Results Indicators for Private Sector Investment Operations*), des unités de mesure et des normes de présentation de 28 indicateurs clés de 12 secteurs différents. Il représente une étape significative vers l'élaboration d'une norme mondiale pour mesurer et rendre compte des résultats du développement dans le secteur privé. Les IFI pourront ainsi utiliser des ensembles de données communs pour évaluer les résultats de leurs interventions sur le développement. Outre les améliorations attendues en termes d'analyse d'impact des projets, de coordination, de partenariat public/privé et de partage de meilleures pratiques, cette harmonisation facilitera l'agrégation et la comparaison des impacts sectoriels et régionaux.

Reconstitution du Fonds IDA17

Les discussions officielles tenues en novembre 2013 entre les représentants des pays contributeurs au Fonds IDA ont abouti à l'avant-projet du rapport des suppléants qui déterminera les directives politiques et les engagements d'IDA17. Le rapport ayant été ouvert aux commentaires durant le mois de novembre, une version pour discussion sera présentée à la prochaine et dernière réunion de reconstitution prévue les 16 et 17 décembre à Moscou. Le rapport définitif sera soumis aux administrateurs de l'IDA en janvier 2014 et suite à leur approbation, il sera finalement rendu public. La Résolution IDA17 sera ensuite transmise au Conseil des gouverneurs pour adoption aux alentours d'avril 2014.

Reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

La reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme s'est conclue sur une [reconstitution solide du Fonds](#). L'approbation définitive a eu lieu les 2-3 décembre à hauteur de 12 milliards de dollars US lors de la quatrième Conférence de reconstitution volontaire des ressources qui s'est tenue à Washington DC, et où se sont réunis les donateurs, les organisations de la société civile, les pays émergents et maîtres d'œuvre, ainsi que les représentants du secteur privé.

Comment mieux mobiliser toutes les ressources pour financer le développement ?

Dans un contexte de réflexion globale sur le financement au-delà de l'aide, la communauté internationale doit imaginer une réponse collective, cohérente et efficace, et alimentée par des solutions de financement adéquates, innovantes et traditionnelles. C'est le sujet qui était au cœur d'un séminaire organisé par le ministère français des Affaires étrangères, la JICA, la FERDI et la confédération d'ONG CONCORD le 27 novembre 2013 lors des Journées européennes du développement tenues à Bruxelles. Les intervenants étaient issus, entre autres, de la Commission européenne, de la BAD et du Ministère français chargé du développement. La session est disponible en replay à cette [adresse \(lien direct\)](#).

Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement

Le groupe pilote sur les financements innovants pour le développement a organisé à New York le 24 septembre 2013, un [événement parallèle de haut niveau](#) lors de la 68^{ème} Assemblée générale des Nations Unies. Les personnalités réunies à cette occasion ont apporté leur soutien au projet nigérien de résolution sur les financements innovants destinée à contribuer aux travaux sur le cadre de financement de la mise en œuvre de l'agenda post 2015. Ils ont aussi souligné l'importance de faire connaître les expériences de mise en œuvre d'instruments de financement innovant au niveau national, ainsi que les mécanismes qui permettent de mobiliser le financement privé pour renforcer les fonds publics. Au niveau international, ils ont constaté avec satisfaction la mise en place d'une taxe sur les transactions financières en France et bientôt au niveau européen, mais ont proposé que ces taxes aient une assiette plus large et qu'une part significative des recettes, 50% pour certains, au moins 30% selon d'autres, soit affectés au développement. La prochaine réunion plénière du Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement se tiendra à Abuja (Nigéria) le 17 janvier 2014.

G8/G20

Development Working Group

Dans le cadre de la présidence russe du G20, des représentants des ministères et agences de développement du G20 ainsi que des experts issus d'organisations internationales se sont réunis dans la ville de St Pétersbourg qui accueillait la dernière rencontre du Development Working Group les 23 et 24 octobre 2013. Au cœur du débat étaient, entre autres, les résultats du Sommet des dirigeants du G20 et les approches prévues pour l'exécution des Perspectives de développement de St Pétersbourg. Les experts ont également convenu d'une marche à suivre pour la gestion des actions en cours du Plan d'action pluriannuel de Séoul.

Secteur privé et financement

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) vient d'accorder une ligne de crédit de 10 millions de dollars à la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) en vue de soutenir le secteur privé des huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Cette initiative s'inscrit dans un contexte où l'UEMOA désire renforcer l'implication du secteur privé dans le processus d'intégration économique régionale. Cet accord entre les deux institutions, qui représente une première du genre, servira au financement de prêts directs en faveur du secteur privé et vise l'amélioration de la compétitivité des entreprises des pays de l'UEMOA.

Financement de projets d'infrastructure en Côte d'Ivoire

Dans un contexte où la Côte d'Ivoire sort d'une décennie de crise qui a mis à mal son économie, les autorités ivoiriennes ont lancé un emprunt obligataire sur cinq ans de 186 millions de dollars US (91 milliards FCFA) au taux de 6% net d'impôt sur le marché financier de l'UEMOA. Il est prévu que les 1,2 milliards de dollars US qui devraient être recueillis par le biais de plusieurs instruments de créance contribuent au financement de projets de renouvellement d'infrastructures et à la relance économique après la crise.

Forum Afrique – 100 innovations pour un développement durable

Comme nous l'annonçons dans notre numéro précédent, le *Forum Afrique – 100 innovations pour un développement durable* a eu lieu à Paris le 5 décembre 2013. Organisé par le Ministère des Affaires étrangères et en collaboration étroite avec le Ministère chargé du Développement, cette rencontre a permis à des innovateurs africains de présenter une sélection d'innovations qui contribuent au développement durable et répondent à des besoins concrets de la vie quotidienne. Le [communiqué](#) est à présent disponible sur le site de l'Agence française de développement (AFD), ainsi que des vidéos d'animation qui illustrent certaines de ces innovations.

RÉFÉRENCES ET PUBLICATIONS

Annuaire 2013 de la dette de l'administration centrale africaine.

L'OCDE vient de publier l'[Annuaire statistique 2013 de la dette de l'administration centrale africaine](#), un outil principalement destiné aux gestionnaires de la dette. Cette version présente des données statistiques quantitatives sur les émissions de titres de créance des administrations centrales africaines, ainsi que des données de la dette bilatérale, multilatérale et concessionnelle. Il est prévu que les prochaines versions de cet annuaire incluent également la dette des administrations décentralisées et fournissent des informations sur les politiques publiques d'endettement. Les données de cette 4^{ème} édition concernent les pays suivants : l'Afrique du sud, l'Angola, le Cameroun, le Gabon, l'île Maurice, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, l'Ouganda, la Sierra Léone, la Tanzanie, la Tunisie, et la Zambie.

L'inclusion financière au cœur du *Global Financial Development Report*.

La Banque mondiale a choisi de mettre l'inclusion financière au centre de l'édition 2014 de son « [Global Financial Development Report](#) ». Fondé sur de nouvelles données de recherches, ce second rapport évalue la progression et les défis que présente l'élargissement de l'inclusion financière. Reconnaissant que l'inclusion financière soit un élément crucial dans la réduction de la pauvreté et la promotion de la prospérité, les auteurs mettent néanmoins en évidence la nécessité qu'elle s'accompagne d'un cadre de régulation solide pour garantir un système responsable. Le rapport met également l'accent sur l'importance de trouver des solutions politiques qui préviennent les défaillances du marché, le surendettement et l'instabilité financière, et souligne également la nécessité d'une meilleure sensibilisation aux aspects financiers par le biais des nouvelles technologies.

Lutte contre le réchauffement climatique : quelle progression ?

Le rapport « [Mobilisation du financement pour la lutte contre le réchauffement climatique: quelles leçons tirer de la période de financement à mise en œuvre rapide](#) » (en anglais), publié par l'organisme ODI (*Overseas Development Institute*), passe en revue les contributions de 37 pays développés dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique des Nations Unies. Cette étude avance que, en dépit de l'engouement initial, l'engagement des pays s'est avéré difficile et complexe pendant la crise financière internationale.

Le rôle des pays en développement dans l'économie mondiale

Catch Up, le nouvel [ouvrage](#) (en anglais) de l'économiste indien Deepak Nayyar, propose une analyse de l'évolution du rôle des pays en développement dans l'économie mondiale à partir de la seconde moitié du 20^e siècle jusqu'à la première décennie du 21^e. L'auteur y met en exergue la situation de ces pays en traçant leur évolution, de leur déclin à leur renaissance et rattrapage (« catch up » en anglais) dans le contexte d'une économie mondiale portée par l'industrialisation et la croissance économique. Bien que ce rattrapage ne concerne que quelques pays, on discerne néanmoins les premiers signes d'un changement dans l'équilibre du pouvoir au sein de l'économie mondiale. Cet ouvrage conclue cependant que la durabilité et viabilité de cette ascension dépend de la volonté des pays en développement de devenir des sociétés plus inclusives où la croissance économique, le développement humain et le progrès social évoluent de concert.

La fin de la crise?

Alors que nous entrons dans la sixième année de la crise financière internationale, ce [rapport](#) (en anglais) publié par l'organisme Eurodad propose une évaluation de la nouvelle situation de la crise de la dette. Présentant une liste de dix raisons démontrant que la crise est loin d'être finie, le rapport montre que malgré la diminution du nombre d'effondrements bancaires, la dette souveraine s'est quant à elle accrue. Cette étude émet ainsi une mise en garde contre le risque, toujours d'actualité, de bulles spéculatives dans les pays à revenu intermédiaire et de graves crises de la dette dans les pays à faible revenu.